

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

8 MARS 1994

PROJET DE LOI

**abrogeant l'article 11
de la loi du 16 juillet 1990
portant des dispositions budgétaires**

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA SANTE PUBLIQUE ET
DE L'ENVIRONNEMENT (1)**

PAR MME LEYSEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent projet qui lui a été transmis par le Sénat, au cours de sa réunion du 1^{er} mars 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : Mme Merckx-Van Goy.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Brouns, Demuyt, Mme
Leysen, M. Marsoul, Mme
Merckx-Van Goy.
P.S. Mme Burgeon (C.), MM.
Collart, Delizée, Walry.
V.L.D. M. De Groot, Mme De
Maght-Aelbrecht, MM.
Devolder, Gabriëls.
S.P. MM. De Mol, Hancké, Swen-
nen.
P.R.L. MM. Bertouille, Pierard.
P.S.C. MM. Grimberghs, Hollogne.
Ecolo/ Agalev
VI. M. De Man.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Goutry, Vandendriessche, Van
der Poorten, Van Eetvelt, Van-
leenhove, Van Looy.
MM. Charlier (G.), Harmegnies (Y.),
Mayeur, Minet, Poty.
MM. Demeulenaere, Deswaene,
Flamant, Vergote, Verwilghen.
MM. Bourgeois (M.), Landuyt, Lisa-
beth, Logist.
MM. Duquesne, Kubla, Saulmont.
Mme Corbisier-Hagon, MM. Pon-
celet, Séneca.
M. Brisart, Mme Dua, M. Winkel.
MM. Caubergs, Spinnewyn.

Voir :

- 1311 - 93 / 94 :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

8 MAART 1994

WETSONTWERP

**tot opheffing van artikel 11
van de wet van 16 juli 1990
houdende begrotingsbepalingen**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID EN HET
LEEFMILIEU (1)**

UITGEBRACHT DOOR MEVR. LEYSEN

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit haar door de Senaat overgezonden ontwerp besproken op haar vergadering van 1 maart 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : Mevr. Merckx-Van Goy.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Brouns, Demuyt, Mevr.
Leysen, H. Marsoul, Mevr.
Merckx-Van Goy.
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH.
Collart, Delizée, Walry.
V.L.D. H. De Groot, Mevr. De
Maght-Aelbrecht, HH.
Devolder, Gabriëls.
S.P. HH. De Mol, Hancké, Swen-
nen.
P.R.L. HH. Bertouille, Pierard.
P.S.C. HH. Grimberghs, Hollogne.
Ecolo/ Agalev
VI. H. De Man.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Goutry, Vandendriessche, Van
der Poorten, Van Eetvelt, Van-
leenhove, Van Looy.
HH. Charlier (G.), Harmegnies (Y.),
Mayeur, Minet, Poty.
HH. Demeulenaere, Deswaene,
Flamant, Vergote, Verwilghen.
HH. Bourgeois (M.), Landuyt, Lisa-
beth, Logist.
HH. Duquesne, Kubla, Saulmont.
Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Pon-
celet, Séneca.
H. Brisart, Mevr. Dua, H. Winkel.
HH. Caubergs, Spinnewyn.

Zie :

- 1311 - 93 / 94 :

— N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre communique que l'objectif essentiel poursuivi par la proposition de loi de MM. Leclercq et Suykerbuyk déposée et adoptée au Sénat (Doc. Sénat n° 873/1 et 2) vise à rendre au Roi le pouvoir de fixer les redevances destinées à couvrir les frais des expertises vétérinaires, examens et contrôles sanitaires de la viande de boucherie, de la viande de volaille et du poisson. Il précise que dans notre pays cette mission est assurée par l'Institut d'expertise vétérinaire (IEV).

Il indique que la présente initiative législative est motivée par deux raisons fondamentales, l'une portant sur le fond, l'autre étant de nature formelle.

Dans certains pays avoisinants — tels la France, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne — ces redevances sont sensiblement plus faibles, voire inexistantes. Il risque dès lors de s'ensuivre un déplacement d'activités au profit des ports étrangers. C'est pourquoi il importe de prendre les mesures nécessaires afin de sauvegarder la compétitivité des ports belges.

Se pose par ailleurs un autre problème sous-jacent, d'une importance capitale, à savoir le financement même de l'IEV. Cet institut est un parastatal dont la création remonte à 1981. Son fonctionnement effectif s'est toutefois fait attendre jusqu'en 1986, en raison de la nécessité d'adopter les arrêtés royaux réglant la fixation des redevances.

Un premier datant de 1986 a rapidement été annulé car il avait été pris en l'absence de concertation avec la Commission consultative créée au sein de l'IEV.

Actuellement la matière est régie par l'arrêté royal du 25 janvier 1989. Malgré que le législateur ait conforté ce dispositif par l'article 11 de la loi du 16 juillet 1990 portant des dispositions budgétaires, ledit arrêté royal pourrait à bref délai être annulé.

En effet, sur la demande du Conseil d'Etat, la Cour d'Arbitrage a jugé que l'article précité constituait une violation des articles 6 et 6bis de la Constitution. Partant, si on ne légifère pas rapidement, l'IEV pourrait voir ses redevances supprimées et se retrouver dans l'impossibilité de fonctionner. Si l'arrêté de 1989 est annulé et à défaut de nouvelle initiative législative, les quelque 12 milliards de francs perçus depuis 1989 devraient être remboursés étant donné que ces redevances auraient été exigées en l'absence de base légale.

Dans ce cadre, le ministre annonce que le dossier est présenté au Conseil des ministres et qu'un avis urgent a été demandé au Conseil d'Etat afin de s'as-

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

Volgens *de minister* heeft het voorstel van wet dat de heren Leclercq en Suykerbuyk in de Senaat hebben ingediend en dat daar werd goedgekeurd (Stuk Senaat n° 873/1 en 2) in de eerste plaats tot doel aan de Koning opnieuw de bevoegdheid te verlenen om de heffingen te bepalen ter dekking van de kosten van de veterinaire keuringen, gezondheidsonderzoeken en -controles van slachtvlees, vlees van gevogelte en vis. Hij preciseert dat die taak in ons land door het Instituut voor veterinaire keuring (IVK) wordt vervuld.

Hij wijst erop dat dit wetgevend initiatief is ingegeven door twee essentiële motieven, waarvan het ene de grond van de zaak betreft en het andere van formele aard is.

In sommige van onze buurlanden — zoals Frankrijk, Nederland en Groot-Brittannië — liggen die heffingen een heel stuk lager of zijn ze zelfs onbestaande. Daardoor dreigen de activiteiten naar buitenlandse havens te worden verlegd. Er moeten bijgevolg maatregelen worden getroffen om het concurrentievermogen van de Belgische havens te vrijwaren.

Voorts rijst een onderliggend maar uiterst belangrijk knelpunt, met name de financiering zelf van het IVK, een parastatale instelling die in 1981 werd opgericht maar pas in 1986 daadwerkelijk aan de slag kon omdat moest worden gewacht op de goedkeuring van de koninklijke besluiten die de heffingen moesten bepalen.

Een eerste koninklijk besluit uit 1986 werd spoedig daarna vernietigd. Het was immers genomen zonder voorafgaand overleg met de Raadgevende Commissie van het IVK.

Het koninklijk besluit van 25 januari 1989 regelt thans deze aangelegenheid. Dat koninklijk besluit zou over afzienbare tijd kunnen worden vernietigd, ofschoon de wetgever het daarin bepaalde heeft aangevuld met artikel 11 van de wet van 16 juli 1990 houdende begrotingsbepalingen.

Ten gevolge van een vraag van de Raad van State heeft het Arbitragehof immers geoordeeld dat het voornoemde artikel de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet schendt. Als er niet spoedig een wet komt, dreigt het IVK die inkomsten te verliezen en kan het onmogelijk voortwerken. Indien het besluit van 1989 wordt vernietigd en een nieuw wetgevend initiatief uitblijft, dan zou het sinds 1989 geïnde bedrag van 12 miljard frank moeten worden terugbetaald omdat de inning van die heffingen elke wettelijke grondslag mist.

De minister deelt daaromtrent mee dat het dossier aan de Ministerraad voorgelegd wordt en dat de Raad van State om dringend advies gevraagd werd

surser que la matière relève bien de la compétence fédérale.

Il indique par ailleurs qu'une fois le projet à l'examen voté, il conviendra de prendre un nouvel arrêté royal fixant des nouveaux taux des redevances. A cette fin, une étude a été commandée auprès d'une institution universitaire.

II. — DISCUSSION ET VOTES

M. Barbé tient à mettre en exergue la perversité de notre système économique. En effet, nonobstant les stocks incommensurables de viande au sein de l'Union européenne, d'importantes quantités sont encore importées de Nouvelle-Zélande.

L'orateur souligne par ailleurs le manque de moyens financiers et humains pour assurer le contrôle des denrées alimentaires. A cet égard, il note que l'on fait preuve de beaucoup plus de diligence pour l'examen d'un projet de loi lorsque celui-ci est inspiré par des considérations économiques que quand il est motivé par des préoccupations de santé publique.

Il s'enquiert par ailleurs si, en cas d'approbation des dispositions proposées, un tarif zéro sera d'application durant une période transitoire et si, dans le stade ultérieur, ces redevances permettront le financement à 100 % des contrôles. Au cas où la réponse à cette dernière question serait négative, il en résulterait qu'une partie des frais serait mise à charge des contribuables. S'agissant du transit, il émet les plus grandes réserves sur cette façon de procéder étant donné que les entreprises feront financer les contrôles de leurs produits par le citoyen.

Il observe enfin que, dans le rapport du Sénat (Doc. Sénat n° 873/2), on plaide en faveur d'une tarification uniforme des droits d'expertise au sein de l'Union européenne. Il s'interroge si la Belgique a déjà formulé des propositions dans ce domaine.

M. Hancké insiste également sur la distorsion de concurrence qui existe à l'heure actuelle en la matière entre les différents ports européens. Il prône, lui aussi, l'application de tarifs uniformes dans l'ensemble de l'Union européenne ou, à tout le moins, l'alignement des taux belges sur ceux des principaux ports voisins.

L'intervenant remarque que certains pays pratiquent la gratuité en la matière et il souhaiterait savoir si ce même régime sera de mise dans notre pays. Dans l'affirmative, comment sera assuré le financement des expertises et contrôles ?

S'agissant de la rapidité différente d'examen des dossiers selon leur finalité, *le ministre* indique qu'il ne juge pas sur la base des expériences du passé et qu'il mettra tout en oeuvre pour traiter les différen-

om er zich van te vergewissen of de aangelegenheid wel degelijk onder de federale bevoegdheid ressorteert.

Overigens wijst hij erop dat, zodra het aan de orde zijnde ontwerp goedgekeurd is, een nieuw koninklijk besluit zal moeten worden genomen om nieuwe tarieven van de heffingen vast te stellen. Te dien einde werd een universitaire instelling met een studie belast.

II. — BESPREKING EN STEMMINGEN

De heer Barbé beklemtoont hoezeer ons economisch bestel ontaard is. Niettegenstaande het feit dat in de Europese Unie onmetelijke voorraden vlees opgeslagen liggen, worden nog altijd aanzienlijke hoeveelheden ingevoerd uit Nieuw-Zeeland.

Spreker benadrukt overigens dat het aan financiële en personele middelen ontbreekt om een efficiënte levensmiddelencontrole uit te oefenen. In dat verband merkt hij op dat voor de behandeling van een wetsontwerp veel meer ijver aan de dag gelegd wordt als dat ontwerp door economische overwegingen ingegeven is dan wanneer het gemotiveerd is door bezorgdheid voor de volksgezondheid.

Hij vraagt zich ten andere af of, ingeval de voorgestelde bepalingen goedgekeurd worden, tijdens de overgangperiode een nultarief zal worden gehanteerd en of die heffingen het in een verder stadium mogelijk zullen maken de controles tegen 100% te financieren. Mocht het antwoord op die laatste vraag ontkennend zijn dan zouden de belastingplichtigen voor een gedeelte van de kosten moeten opdraaien. Inzake de doorvoer toont spreker zich uiterst terughoudend aangezien de bedrijven er in dat geval voor zullen zorgen dat de burger de controle op hun producten financiert.

Ter afronding merkt hij op dat in het verslag van de Senaat (Stuk Senaat n° 873/2) gepleit wordt voor een eenvormig tarief van de keuringsrechten in de Europese Unie. Hij vraagt zich af of België op dat gebied reeds voorstellen gedaan heeft.

Ook *de heer Hancké* brengt het huidige verschijnsel van de concurrentievervalsing tussen de diverse Europese havens onder de aandacht. Evenals de vorige spreker is hij er voorstander van dat in alle landen van de Europese Unie eenvormige tarieven worden toegepast of dat de Belgische tarieven althans in overeenstemming zouden worden gebracht met die welke in de belangrijkste havens van de ons omringende landen gehanteerd worden.

Het lid merkt op dat sommige landen daarvoor geen kosten in rekening brengen en hij wenst te vernemen of een zelfde regeling ook in ons land zal worden toegepast. Hoe zullen, in bevestigend geval, de keuringen en de controles gefinancierd worden ?

Aangezien bij het onderzoek van de dossiers de snelheid afhankelijk is van de doelstelling, verklaart *de minister* dat hij zich niet op de ervaringen uit het verleden baseert en dat hij alles in het werk zal

tes matières dans les meilleurs délais. Il ajoute qu'autant les dossiers relatifs à la santé publique revêtent à ses yeux une importance prioritaire, autant il importe de ne pas trop tarder en matière économique si l'on veut éviter de fâcheuses conséquences. Eu égard au contexte international morose, il importe de mettre les acteurs économiques sur un pied d'égalité.

Le ministre réitère ensuite que le projet à l'examen maintient son plein effet à l'arrêté royal du 25 janvier 1989 tout en rendant au Roi le pouvoir de fixer les redevances qui, pour l'heure, restent d'application.

A cet égard, même si l'idée de pratiquer un tarif zéro est attrayante, il convient de disposer d'une source de financement pour rétribuer les prestations accomplies par l'IEV. Faute de quoi, tout l'édifice viendrait à s'écrouler. C'est la raison pour laquelle le ministre signale qu'un nouvel arrêté royal sera rédigé sur la base des conclusions de l'étude dont question ci-avant. A ce sujet toujours, les dispositions européennes stipulent que les taux doivent correspondre au coût réel des expertises. Le ministre précise par ailleurs que des négociations sont actuellement en cours en vue de parvenir à un consensus. Il y va en effet de l'intérêt des différents ports européens de ne pas se livrer à une guerre des taux.

Eu égard à l'obligation pour les redevances de couvrir la totalité des frais d'expertise, *M. Barbé* s'interroge si la France, où existe la gratuité des expertises, n'enfreint pas la législation européenne.

Le ministre réplique que la France est bien en infraction, comme l'est notre pays sur d'autres points.

M. De Mol relève que le produit de ces redevances oscille entre 55 et 60 millions de francs par an. Vu le but poursuivi par le projet, ces recettes vont manifestement chuter. Il s'enquiert dès lors si ce manque à gagner a été compensé sur le plan budgétaire.

Le ministre confirme qu'il en a été tenu compte au niveau budgétaire.

*
* *

Les deux articles ainsi que l'ensemble du projet sont adoptés par 10 voix pour et 3 abstentions.

La Rapporteuse,

A.-M. LEYSEN

Le Président,

T. MERCKX-VAN GOEY

stellen om de verschillende aangelegenheden zo spoedig mogelijk te behandelen. Hij voegt daaraan toe dat de dossiers betreffende de volksgezondheid volgens hem prioritair en van het hoogste belang zijn, en dat men daarom op economisch vlak niet te veel tijd mag verliezen indien men kwalijke gevolgen wil vermijden. Gezien de sombere internationale context moeten de ondernemers gelijk worden behandeld.

De minister herhaalt dat het koninklijk besluit van 25 januari 1989 door het voorliggende ontwerp volle uitwerking behoudt, maar dat de Koning opnieuw bevoegd wordt om de heffingen te bepalen die voorlopig evenwel van toepassing blijven.

Het nultarief mag dan een aantrekkelijk idee zijn, men moet over een financieringsbron beschikken om de prestaties van het IVK te betalen. Zo niet zou de hele structuur ineensinken. Daarom vestigt de minister er de aandacht op dat op basis van de conclusies van de hierboven vermelde studie een koninklijk besluit zal worden opgesteld. De Europese bepalingen vermelden dat de tarieven moeten overeenstemmen met de werkelijke kosten van de keuringen. De minister verduidelijkt dat er momenteel onderhandelingen worden gevoerd met de bedoeling een consensus te bereiken. Het is natuurlijk in het belang van de verschillende havens dat ze niet in een tarievenoorlog verwickeld raken.

Rekening houdend met het feit dat de heffingen de keuringskosten volledig moeten dekken, vraagt *de heer Barbé* zich af of Frankrijk — waar de keuringen volledig gratis zijn — de Europese wetgeving niet overtreedt.

De minister antwoordt dat Frankrijk inderdaad in overtreding is, net zoals ons land dat voor andere punten is.

De heer De Mol herinnert eraan dat de opbrengst van die heffingen varieert tussen 55 en 60 miljoen frank per jaar. Gelet op de doelstelling van het ontwerp, zullen de inkomsten zeker sterk dalen. Hij vraagt of die minderinkomsten budgettair werden gecompenseerd.

De minister bevestigt dat daarmee rekening werd gehouden in de begroting.

*
* *

De twee artikelen, alsmede het gehele ontwerp, worden aangenomen met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

De Rapporteur,

A.-M. LEYSEN

De Voorzitter,

T. MERCKX-VAN GOEY